

## **Sivens – Communiqué de presse du Collectif des Bouilles**

Publié le 24 septembre 2019

### **SIVENS : FAIRE BARRAGE**

Lundi 9 septembre, le projet de territoire du bassin du Tescou a franchi une nouvelle étape. Cet épisode a révélé la mascarade que constitue ce prétendu “projet exemplaire de co-construction”. Depuis le début du processus, informations réelles et données scientifiques peinent à émerger face à la pression politique et à l’avidité brutale du lobby agricole qui biaisent les débats. Le texte issu de cette réunion a ainsi toute l’ambiguïté d’une langue de bois habilement maîtrisée par celles et ceux qui œuvrent à la fabrique du consentement. En effet, ce texte dit tout et son contraire, sonne différemment selon qu’il est interprété par les opposant.e.s au barrage ou par ses partisan.e.s. “Consentement” ou “consensus”, “ouvrage” ou “retenue”, les mots employés semblent volontairement rechercher l’équivoque. Ce qui apparaît, avec clarté et évidence, c’est le flou qu’entretient cette décision finale, un flou destiné sans doute à faire avaler toutes les couleuvres.

Il est regrettable et scandaleux que des élu.e.s, amplement relayé.e.s par les médias, jouent sur l’ambiguïté de ce texte pour le plier dans le sens qui leur convient, celui d’un soi-disant consensus qui serait obtenu pour la construction d’un barrage. Cela relève, à nos yeux, d’une volonté délibérée de manipuler l’opinion publique.

Nous ne sommes pas dupes de ces malversations langagières : habitant.e.s du Tarn et du monde, attaché.e.s à notre territoire, et plus largement attaché.e.s à la protection d’une nature dangereusement menacée par la prédation capitaliste, nous exprimons sans ambages notre opposition à tout barrage sur le Tescou.

Nous récusons la légitimité de ce projet de territoire, qui n’est exemplaire qu’aux yeux du président du Conseil Départemental et de ses conseillers-ères, inféodé.e.s au lobby de l’*agrobusiness* et happé.e.s par leurs ambitions politiques plutôt que préoccupé.e.s par la défense du bien commun. Nous rappelons que ce projet de territoire a été entaché de dysfonctionnements et caractérisé par des pratiques douteuses qu’ont pu dénoncer certains des acteurs ; que le collège de citoyen.ne.s tiré.e.s au sort qu’il devait comporter ne fut qu’une entité fantôme ; que les participant.e.s qui le constituent ne représentent en aucun cas la population et que leur majorité s’est évertuée depuis le début à le réduire à la question du barrage alors qu’il prétend être un “projet de territoire”. La décision à laquelle il a abouti le 9 septembre ne témoigne nullement d’un souci de l’urgence climatique, de la volonté de promouvoir une agriculture relocalisée et respectueuse de la nature, d’une réflexion pour œuvrer à la réduction nécessaire des besoins en eau.

Contre cette décision et son manque de clarté, face aux destructions généralisées et irréversibles du capitalisme, nos arguments en faveur d'une agriculture réellement écologique et soutenable tout autant que notre attachement à la préservation de notre territoire sont plus que jamais d'actualité. À l'irresponsabilité des décideurs départementaux, nous opposerons donc à nouveau une détermination à la hauteur des enjeux du moment.

**Collectif Tant qu'il y aura des bouilles**